

Nouvelles locales du mardi 15 juillet 2014

@rib News, 15/07/2014 | Droits de l'Homme - Cinq élèves des écoles du secondaire au chef lieu de la commune Kayanza de la même province sont dans les mains de la Police. Ces 3 filles et 2 garçons sont accusés d'outrage à la personnalité du chef de l'Etat pour avoir été surpris en possession d'un écrit contenant un message au président Nkurunziza pour qu'il gouverne bien le pays. Ces élèves affirment avoir tiré ces écrits sur l'Internet. La Police de la province confirme ces arrestations et le Procureur dans cette province fait savoir que des enquêtes sont en cours à ce sujet. Gamaliel Nkurunziza précise qu'il faut tout d'abord identifier l'origine de ces écrits. [isanganiro/rtnb]

- Le président de l'Olucome fait savoir qu'il entame ce mercredi une grève de la fin et de manifestation de deux jours pour demander que la Justice travaille sans relâche sur deux dossiers. Gabriel Rufyiri trouve que chaque fois que les organisations de la société civile ont demandé de faire des manifestations, le pouvoir a réticent, ce qui a été considéré comme une manifestation illégale et le résultat a été un refus que les autorités ont formulé contre de telles demandes. Selon lui donc, faire cette manifestation d'une manière individuelle est une solution de contourner ce refus. Ainsi, Gabriel Rufyiri fait savoir qu'il va commencer cette marche ce mercredi à 9h 30 minutes devant les kiosques situés près de l'ancien marché central de Bujumbura et va faire une marche vers le palais de la justice pour quitter cet endroit jeudi le 17 juillet à 17h. Il ajoute qu'il va passer ces deux jours devant ce palais pour demander une réponse à deux choses : d'une part la question de savoir où les autorités ont tiré leurs richesses et, d'autre part, jusque quand les droits des citoyens. Il affirme que le ministre de la Justice et celui de l'Intérieur sont les mieux placés pour donner des réponses à ses questions et c'est la raison pour laquelle il a choisi de passer ces deux jours devant le Palais de la Justice qui est proche du ministre de la Justice. De même, il demande aux autorités administratives de mettre à sa disposition des éléments de la police pour sa protection. Il a aussi précisé qu'il n'a invité personne et qu'il ne peut pas autoriser des manifestations de masse. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro]

Politique - Le parti Sahwanya Frodebu estime qu'il n'y a pas de bon climat entre les politiciens burundais dans ces derniers jours. Selon le vice-président de ce parti, certains partis politiques sont interdits de faire des réunions avec leurs membres alors que les membres du parti au pouvoir font tout ce qu'ils vont tous les week-ends sans se soucier des programmes des autres partis politiques. Fradé Bamvuginyumvira ajoute aussi que la partition des partis politiques est de nature à occuper tout homme politique digne de ce nom. Enfin, il demande la libération de tous les prisonniers politiques afin qu'ils préparent les élections 2015 dans la tranquillité totale. Il trouve que les politiciens incarcérés sont des personnes importantes dont il ne faut pas se passer lors des élections de 2015. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

- Les membres des partis politiques de l'opposition dans la commune de Gahombo de la province Kayanza accusent des administratifs à la base de ne pas pouvoir empêcher les membres du Cndd-Fdd réunis au sein de la ligue des jeunes Imbonerakure qui font des rondes nocturnes et se livrent à des activités de stabilisation des autres membres des partis hormis le Cndd-Fdd. Ils estiment que le sport collectif qui avait été interdit dans cette commune par le commissaire communal devrait cesser afin de ne pas faire peur aux autres comme ce fut le cas samedi dernier. L'administrateur communal de Gahombo affirme qu'elle n'est pas au courant de cette situation. Jacqueline Ruragoka ajoute toutefois qu'elle va entamer des enquêtes devant aboutir à des solutions plus ou moins contraignantes. [rtr]

- Après 4 mois d'interdiction suite aux affrontements du 8 mars entre les membres du parti Msd et la Police, ce parti a recommencé ses activités politiques ce mardi. Dans un discours de circonstance, le secrétaire général de ce parti a estimé que cette période a permis aux membres des comités provinciaux de réfléchir à de nouvelles stratégies pour relever le parti. Selon donc le secrétaire général de ce parti, les représentants provinciaux vont être mobilisés pour se rendre franchement sur terrain même si le travail n'est pas tout facile. Maître François Nyamoya estime en effet que le gouvernement ne veut pas instaurer un environnement propice pour la bonne tenue des élections de 2015 puisque les autres partis politiques sont presque interdits de se rendre sur terrain. Par ailleurs, il constate que des politiciens sont en prison pour des raisons non justifiées et que même les membres du MSD sont victimes de ces emprisonnements arbitraires et sont souvent accusés d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Selon lui, l'innocence des membres de ce parti incarcérés injustement prouve encore une fois que le pouvoir n'est pas fait pour user de la force ou de la violence. Tout en remerciant les membres de son parti pour leur attitude durant cette période d'interdiction, il a de même promis que le parti MSD va s'investir pour obtenir la libération de membres en prison. Il espère tout de même que les magistrats de la juridiction d'appel vont lire le droit et libérer les personnes incarcérées dans cette logique. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha]

- Alors que le dépôt des candidatures pour occuper les postes de commissaires de la CVR a pris fin ce lundi, le parti Uprona aile de Charles Nditije fait savoir qu'il ne participera pas dans la commission ad hoc qui sera désignée pour procéder au dépouillement des candidatures. Il ajoute aussi que ce parti ne va pas envoyer de commissaires au sein de la CVR. Selon lui, la loi régissant cette commission a été votée sur fond de polarisation et affirme qu'il contient des imperfections intolérables. Il trouve que la conciliation est inconcevable sans la volonté sur ce qui s'est passé dans ce pays avec une telle loi. [rtr/bonesha]

- Le parti Uprona non reconnu par le pouvoir estime que la force d'un pouvoir réside dans le respect de la loi. Selon le député Charles Nditije, si un pouvoir ne respecte plus la loi, il est basé sur l'arbitraire et la tyrannie et est proche du déclin et le non respect de la loi est un signe que l'on est faible. Il accuse donc Concilie Nibigira et le ministre Nduwimana d'afficher une faiblesse incontestable dans la crise que traverse le parti de Rwagasore. En effet, il trouve qu'ils agissent en dehors de la loi, ce qui traduit leur faiblesse. Ainsi, il demande au ministre de l'Intérieur de montrer quoi la réunion du comité central de 2009 tenue ce dimanche, le seul organe reconnu par tous les Badasigana et lui-même, ne remplisse pas les conditions exigées par la loi pour produire des conclusions imposables à tous les membres de ce parti et au ministre lui-même. [bonesha]